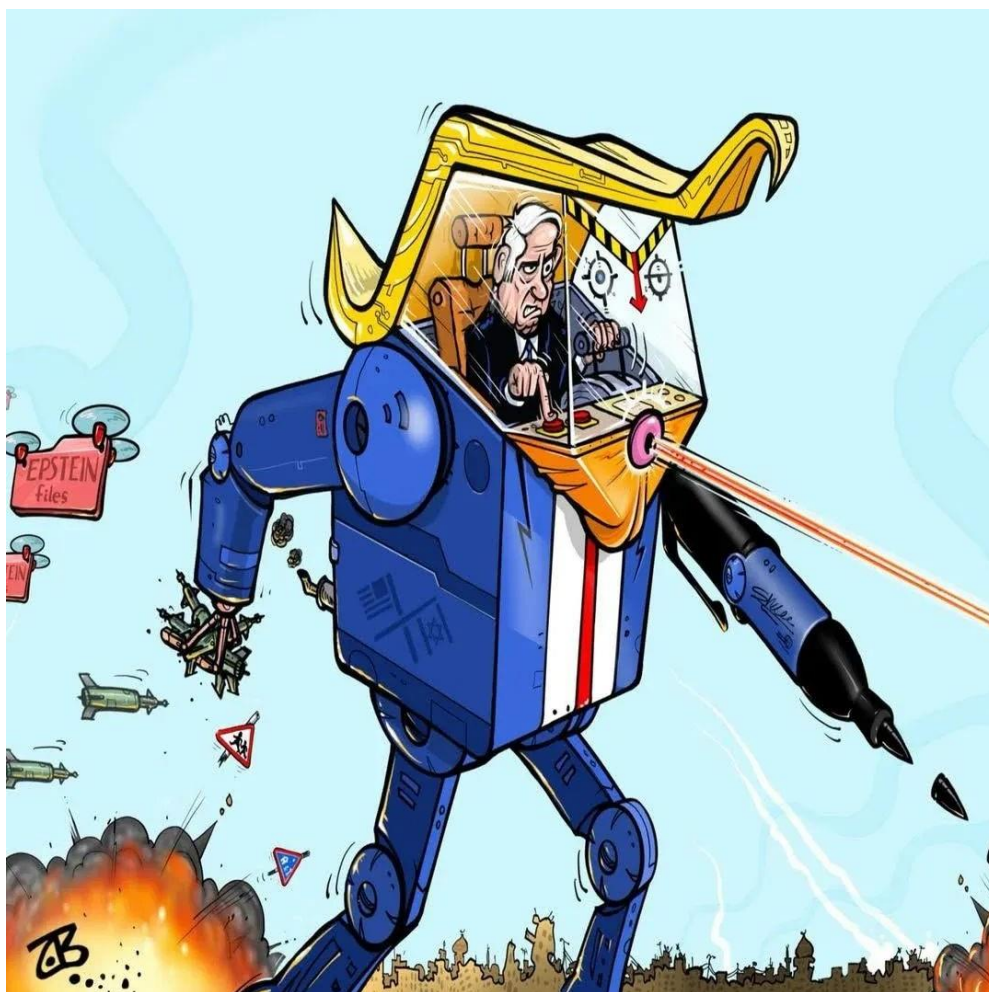


Levons-nous contre la guerre !



La deuxième attaque navalo-aérienne conjointe d'Israël et des États-Unis contre l'Iran, le 28 février 2026, comme celle de juin de la même année, a été lancée par surprise. Et cela alors même que des négociations irano-américaines étaient toujours en cours, et que les deux parties parlaient publiquement de « progrès ».

L'histoire de l'impérialisme américain est jalonnée de guerres, d'agressions, de massacres et de destructions de pays. Israël, en raison de son processus de formation et de la nature occupante du sionisme, ne peut assurer sa sécurité régionale que par le militarisme et la guerre d'agression. Mais la question demeure : **pourquoi la guerre contre l'Iran ?**

S'agit-il d'une guerre des États-Unis et d'Israël contre l'Iran — ou contre la République islamique d'Iran ?

Si l'on distingue le peuple de l'État, les Iranien.nes avant la révolution de 1979 étaient largement anti-impérialistes, notamment après le coup d'État orchestré en 1953 par les États-Unis et la Grande-Bretagne. Ils/elles étaient par ailleurs, solidaires du peuple palestinien. Le régime du Shah, en revanche, jouait dans la région, le rôle de bras militaire des États-Unis dans le cadre de la doctrine de Richard Nixon, assumant la fonction de « gendarme du Golfe ». En 1973, il envoya même des troupes à Oman pour réprimer les séparatistes du Dhofar.

Bien que, pour des raisons d'opinion publique interne et d'équilibres géopolitiques régionaux, le Shah n'ait pas reconnu officiellement l'État d'Israël, des relations amicales et des échanges de facto existaient entre les deux pays. En contrepartie de l'organisation et de la mise en place

de la redoutée SAVAK — dont les cadres et tortionnaires furent formés en Israël — l'Iran fournissait notamment du pétrole à ce pays.

L'hostilité des États-Unis et d'Israël envers l'Iran s'est cristallisée lorsque l'ayatollah Khomeiny, après avoir pris le pouvoir en 1979, fit des slogans « Mort à l'Amérique » et « effacer Israël de la carte » les axes de la politique étrangère iranienne et la boussole de « l'exportation de la révolution islamique ». L'occupation de l'ambassade américaine en novembre 1979 et la prise d'otages durant 444 jours, ainsi que les opérations terroristes imputées au régime iranien contre des cibles juives à l'étranger — notamment en Argentine en 1994 — ont constitué les premiers jalons de la confrontation actuelle.

« Exportation de la révolution islamique » et architecture de la « profondeur stratégique »

Dès son installation au pouvoir, le régime khomeyniste entreprit de mettre en œuvre l'« exportation de la révolution islamique ». Les premières étapes prirent la forme d'un encadrement, d'un armement et d'un soutien logistique aux chiites du sud du Liban (« Hezbollah »), avant de s'étendre progressivement à la Syrie, à l'Irak et au Yémen.

Au cours de la guerre Iran-Irak (1980-1988), soutenue implicitement par Washington du côté irakien, Khomeiny refusa longtemps la paix après le retrait des forces irakiennes, nourrissant l'ambition d'avancer vers Bagdad puis, au-delà, vers Jérusalem, dans l'objectif proclamé d'anéantir Israël. L'épuisement des forces iraniennes conduisit finalement à l'acceptation d'un cessez-le-feu.

Si la République islamique échoua dans son projet de « libération de Jérusalem », elle parvint néanmoins, par l'intermédiaire de ses forces alliées au Liban, en Syrie, en Irak et au Yémen, à maintenir une pression constante sur la sécurité israélienne — une situation qui ne pouvait laisser indifférents ni Israël ni son allié américain.

Le dossier nucléaire et balistique

Après la mort de Khomeiny, la République islamique accéléra ses ambitions régionales visant à constituer autour d'Israël une zone d'influence chiite — qualifié de « *profondeur stratégique* ». Parallèlement, elle poursuit avec détermination la transformation de l'Iran en puissance militaire dotée de capacités nucléaires et balistiques à vocation dissuasive et offensive.

La politique américaine à l'égard de Téhéran s'est longtemps appuyée principalement sur les sanctions économiques et la pression diplomatique. Même lorsque George W. Bush qualifia l'Iran de membre de « l'axe du mal », la stratégie dominante des néoconservateurs, dans le cadre du projet de « Grand Moyen-Orient », visait davantage un changement de régime qu'une intervention militaire directe.

Les inquiétudes croissantes d'Israël face à l'enrichissement de l'uranium et aux progrès technologiques iraniens en matière de missiles et de drones donnèrent lieu, pendant des années, à des assassinats ciblés de scientifiques et à des sabotages cybernétiques. Mais l'attaque du 7 octobre 2024 du Hamas marqua pour le gouvernement Netanyahu un tournant comparable, dans sa perception stratégique, au 11 septembre pour George W. Bush.

L'élimination par les États-Unis du général Qassem Soleimani en 2020, architecte des forces alliées de l'Iran dans la région, puis l'affaiblissement de ses réseaux au Liban et en Syrie, ont fragilisé la position régionale de Téhéran. Les échanges de frappes durant la guerre de douze jours (13-25 juin 2026), les brèches constatées dans le système de défense « Dôme de fer » et les destructions subies ont renforcé la détermination israélienne de neutraliser les capacités balistiques iraniennes.

Négociations irano-américaines et position d'Israël

Donald Trump, tout en affichant un soutien ferme à Israël face à l'Iran, aurait privilégié une solution consistant non pas à renverser le régime, mais à traiter avec un pouvoir central fort, mais soumis et privé de capacités de menace contre Israël. À l'inverse, le gouvernement israélien dominé par la droite radicale ne se satisferait de rien de moins qu'un changement de régime à Téhéran.

Dans cette perspective, la ligne de négociation prônée par Washington — y compris l'hypothèse d'un arrêt de l'enrichissement d'uranium et d'une limitation de la portée des missiles — ne correspondrait pas aux objectifs stratégiques israéliens. Certains analystes estiment que le scénario maximaliste viserait la fragmentation de l'Iran en vue d'un redécoupage géopolitique de la région. Tandis que le scénario minimaliste consisterait à favoriser l'émergence d'un pouvoir iranien aligné sur Israël, notamment celui du fils du Shah renversé lors de la révolution de 1979, installé aux États-Unis, et marionnette d'Israël.

Malgré ces divergences, la participation américaine à la nouvelle offensive israélienne, en pleine phase de négociations avec Téhéran, prouve que c'est Netanyahu qui entraîne Trump dans sa chute.

Guerre et peuple iranien

Les États-Unis et Israël sont des acteurs structurellement enclins à la guerre, tandis que la République islamique est un régime qui instrumentalise la menace extérieure pour mobiliser intérieurement, et réprimer ses adversaires politiques sous couvert d'unité nationale.

Toutefois, l'Iran d'aujourd'hui diffère profondément de celui des années 1980. Les tentatives du pouvoir pour susciter un réflexe nationaliste ne rencontreraient plus l'écho d'autrefois, et une large part de la population aspirerait à la fin du régime en place.

Si une minorité — notamment parmi les plus jeunes — peut voir dans la guerre un moyen de se libérer de la République islamique, la majorité redouterait qu'une intervention étrangère, même si elle entraînait l'effondrement du régime, ne débouche pas sur la démocratie, la liberté, l'égalité et la prospérité espérées, mais sur la destruction, le chaos et un avenir comparable à ceux de l'Irak, de l'Afghanistan ou de la Syrie.

Cessez-le-feu immédiat !

À bas la République islamique d'Iran !

Impérialisme et sionisme, retirez vos mains sanglantes de l'Iran !

Le destin de l'Iran doit être décidé par les Iranien.nes eux/elles-mêmes !

3 mars 2026